

## LE NATIONALISME BRETON AU XXIÈME SIÈCLE

*Astérix et Obélix*, bande dessinée d'Uderzo et de Goscinny mettent en scène "un petit village breton résistant encore et encore à l'envahisseur" romain. Ils sont alors perçus comme des symboles populaires d'une Bretagne résistante, ancrée dans une identité culturelle forte. Cette image résonne avec l'histoire réelle de la Bretagne, marquée par une indépendance historique jusqu'en 1532, date de l'union du duché de Bretagne à la France par le Traité d'Union. Ce traité, souvent qualifié d'« annexion » par les nationalistes bretons, continue d'alimenter les revendications modernes pour une reconnaissance politique et culturelle.

Selon l'ONU, une nation est une communauté politique établie sur un territoire défini et personnifié par une autorité souveraine. Le nationalisme breton, quant à lui, est un mouvement qui revendique soit une autonomie régionale accrue, soit une indépendance totale.

Nous verrons donc dans quelles mesures ce mouvement a connu un éveil identitaire et politique au cours du XXIème siècle et une fragmentation des revendications d'un mouvement déjà marginal.

Dans un premier temps nous nous concentrerons sur l'idée d'un réveil nationaliste au début du XXIème, au coeur d'un processus politique européen de constitution d'états modernes. Nous verrons ensuite l'organisation politique du nationalisme breton et ses évolutions au cours des événements du siècle. Enfin nous nous pencherons sur oppositions, divisions et échec d'une mobilisation populaire de masse résultant en la fragmentation des revendications nationalistes.

L'indépendance de l'Irlande en 1922 a marqué un tournant pour les militants bretons. Comme l'Irlande, la Bretagne a possédé ses propres institutions avant son intégration à un État centralisé. Le duché de Bretagne, indépendant jusqu'en 1532, dispose de ses propres lois et d'un Parlement de Bretagne, supprimé par la Révolution française en 1790. Des révoltes contre le pouvoir central, comme la Révolte du Papier timbré (1675) et la Chouannerie (1793-1800), témoignent d'une résistance historique à l'assimilation française.

Ces événements vont être au cœur de relectures culturelles et historiques, étant ainsi remaniés par les indépendantistes pour mettre en valeur leurs combats. On peut ainsi parler d'une forme de relecture historique, comme pour la querelle du "Barzaz Breiz lorsque La Villemarqué, un philologue français réunit des chants folkloriques bretons dans un recueil, étant accusé de pillage culturel et représentant de l'impérialisme français.

L'identité bretonne ne se limite pas aux fest-noz ou aux costumes traditionnels. Dès les années 1920, des intellectuels bretons cherchent à revitaliser la culture bretonne. La revue *Gwalarn* (1925-1944), fondée par Roparz Hemon et Olier Mordrel, vise à créer une littérature bretonne moderne et prestigieuse, comparable à celles des autres nations européennes. Un projet de standardisation du breton, basé sur les dialectes KLT (Kernev, Leon, Treger), permet d'unifier la langue et de la doter d'une grammaire et d'un vocabulaire modernes.

La mobilisation politique débute avec la création de *Breiz Atao* (« Bretagne toujours ») en 1919, initialement un mouvement culturel qui se transforme en parti nationaliste dans les années 1920. François Debauvais, l'une de ses figures emblématiques, affirme en 1920 : « Qu'est-ce que la Bretagne ? Rien. Que doit-elle devenir ? Un État. » Malgré ces ambitions, le mouvement reste minoritaire et fragmenté.

Dans les années 1930, *Breiz Atao* se divise en deux courants : un courant modéré et autonomiste, Pcherchant un compromis avec l'État français, et un courant radical et indépendantiste, porté par Olier Mordrel et François Debauvais, qui prône une rupture totale. En 1931, la Ligue fédéraliste de Bretagne, plus modérée, cherche à obtenir une autonomie dans le cadre français. En 1932, l'attentat contre la statue d'Anne de Bretagne à Rennes, revendiqué par les indépendantistes, marque une rupture symbolique avec l'État français.

Durant la Seconde Guerre mondiale, une partie du nationalisme breton s'allie avec l'Allemagne nazie dans l'espoir d'obtenir l'indépendance. Le *Bezen Perrot*, une milice bretonne pro-nazie, illustre cette collaboration, qui entraîne un discrédit durable sur le mouvement après 1945. Cette période reste l'un des chapitres les plus controversés de l'histoire du nationalisme breton.

Après la guerre, le mouvement se reconstruit et se diversifie. Dans les années 1950-1960, des mouvements pacifiques et démocratiques émergent, comme l'Union Démocratique Bretonne (UDB, fondée en 1964), un parti de gauche prônant l'autonomie et la défense de la langue bretonne. Parallèlement, dans les années 1960-1970, le Front de Libération de la Bretagne (FLB, créé en 1966) mène des actions clandestines et des attentats pour revendiquer l'indépendance. Ces actions, bien que symboliques, attirent l'attention sur la cause bretonne.

Dans les années 1970-1980, la question linguistique et culturelle prend le dessus sur les revendications politiques. La création des écoles Diwan en 1977, proposant un enseignement immersif en breton, marque une étape importante dans la revitalisation de la langue.

L'État français demeure centralisé et refuse toute autonomie bretonne. La langue bretonne, marginalisée jusqu'à la fin du XXe siècle, freine les revendications culturelles et politiques.

Le nationalisme breton souffre également de divisions internes entre une approche modérée et progressiste, portée par l'UDB, et une vision radicale et indépendantiste, incarnée par le FLB et *Breiz Atao*. Morvan Lebesque, dans son ouvrage *Comment peut-on être Breton ?* (1970), compare le mouvement à une « auberge espagnole » où se côtoient conservateurs, catholiques, socialistes et anarchistes, révélant ainsi son manque d'unité idéologique.

Les tentatives politiques se révèlent infructueuses. En 1930, Goulven Mazéas ne recueille que 376 voix sur 17 000 aux législatives, et en 1951, Ronan Arot n'obtient que 94 voix sur 16 000 à Rennes. Le mouvement nationaliste breton reste marginal et perçu comme minoritaire au sein de la population.

Le nationalisme breton au XXe siècle tente de se structurer autour de références historiques, culturelles et politiques. Il cherche à bâtir une nation moderne, mais reste marginalisé par l'opposition de l'État français et ses propres divisions internes. Aujourd'hui, des revendications identitaires persistent, mais sous une forme culturelle et linguistique plus que politique. La comparaison avec d'autres mouvements indépendantistes en Corse, au Pays Basque, en Écosse ou en Catalogne permet d'observer des trajectoires contrastées quant à l'évolution des nationalismes régionaux en Europe.

